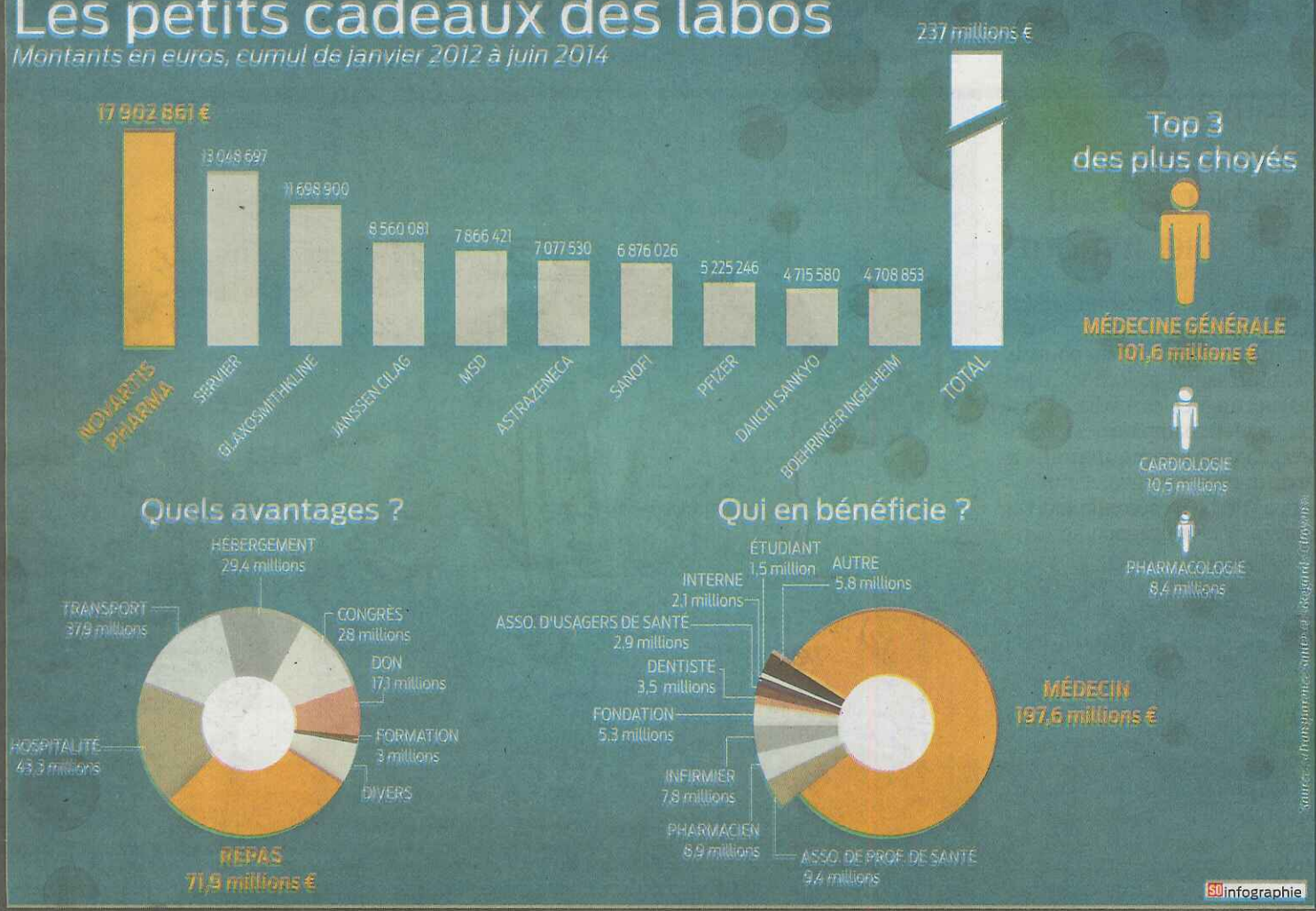


## CONTRE-ENQUÊTE : CES LIENS ENTRE L'INDUSTRIE ET LES MÉDECINS

## Les petits cadeaux des labos

Montants en euros, cumul de janvier 2012 à juin 2014



## MEDIATOR

## Servier fait la tête aux cardiologues

Où sont les 2 000 morts du Mediator ? Pour éluder cette question, Servier pouvait compter sur la perplexité des cardiologues. Ils considéraient majoritairement qu'une grande partie des valvulopathies dont souffrent des consommateurs du Mediator pouvaient être d'origine rhumatismale et non médicamenteuse. Du miel pour le labo... Sauf qu'il y a quelques semaines, coup de théâtre : un groupe de cardiologues amorce un virage à 180 degrés dans la revue scientifique « Cardinale » : les origines rhumatismales auraient été largement surévaluées. Dans la foulée, la très influente Société française de cardiologie (SFC) publie l'article sur son site. Grosse colère chez Servier. Dans une lettre révélée par « Libération » et dont « Sud Ouest » a également obtenu une copie, les avocats du groupe se fendent d'une missive indignée à la SFC (que le laboratoire finance en partie). « Les laboratoires Servier ont constaté que la page d'accueil de votre site contient un renvoi vers une publication parue dans « Cardinale ». Les laboratoires Servier souhaitent vous faire part de leur interrogation, compte tenu du fait que celle-ci se présente comme un état de l'art, alors qu'elle contient de nombreuses affirmations qui ne sont pas ou trop peu étayées par des données issues de la littérature scientifique », écrivent les avocats, s'étonnant que la publication soit « ainsi mise en exergue, pouvant laisser entendre que vous soutenez le contenu ». Mais rien n'a bougé sur le site de la SFC. Et le laboratoire devrait se contenter d'un droit de réponse dans la revue. Celle-ci ne devrait pas le compter parmi ses futurs mécènes...

## Des coups de pouce à 237 millions d'euros

Pour « soigner » les médecins, les laboratoires se montrent très généreux. De nouveaux chiffres révèlent l'ampleur du phénomène

YANN SAINT-SERNIN  
ET FRÉDÉRIC SALLET

Entre 2012 et 2014, l'industrie pharmaceutique a offert 1,7 million de repas au monde médical. Prix moyen de l'addition : 42 euros. Comptez une quinzaine d'euros pour un étudiant en médecine, jusqu'à plusieurs centaines pour un spécialiste ou un professeur influent. Au total, pendant cette même période, près de 237 millions d'euros d'avantages ont été distribués par les laboratoires aux médecins sous forme de voyages, nuits d'hôtel, repas... Une manne qui jette à nouveau une lumière crue sur la porosité entre le monde médical et l'industrie. Et qui ne constitue pourtant que la partie visible de l'iceberg.

Issu de la loi Bertrand après le scandale du Mediator en 2012, le Sunshine Act a constitué une petite révolution dans le monde médical. Il a imposé aux laboratoires de déclarer tous les avantages financiers accordés aux professionnels de la

santé. Mais la publication de ces données par leur ministère de tutelle s'est accompagnée de multiples restrictions, compliquant toute volonté de comparaison ou d'analyse de ces informations. Hier, l'association Regards citoyens – déjà connue pour son travail sur la transparence des élus – a réussi à agréger et publier l'ensemble des chiffres, apportant pour la première fois une vision synthétique de l'activité de financement des laboratoires (1).

## Des voyages en classe affaires

Au gré des lignes de code libérées, on apprend ainsi que les trois laboratoires les plus généreux sont Novartis (17,9 millions d'euros), Servier (13 millions) et GSK (11,7 millions). Et parmi les principaux bénéficiaires se retrouvent médecins généralistes (101 millions d'euros), cardiologues ou pharmacologues.

Cette pratique, vieille comme les visiteurs médicaux, se pare le plus souvent des atours nobles de la formation médicale dont les labos se targuent d'être un maillon essentiel.

« Il est impossible de distinguer ce qui relève des congrès scientifiques – qui peuvent être très utiles – des simples loisirs ou des balades offertes dans des endroits vachement sympas », analyse la pneumologue Irène Frachon, à l'origine de l'affaire du Mediator. Mais pour la spécialiste, cet engagement de l'industrie est rarement sans contrepartie. « Pour les médecins, c'est du clé en main, bien plus agréable qu'une organisation universitaire. Au cours de ma carrière, j'ai visité quelques belles capitales européennes pour des congrès aux frais de l'industrie : hôtels de luxe, voyages en classe affaires... Mais un jour, des labos sont venus me demander des comptes sur mes niveaux de prescription. Quand j'ai refusé, ils m'ont dit : « Mais enfin, on collabore... » La plupart des médecins trouvaient ça normal. Ils n'avaient pas conscience que ce mode de fonctionnement induisait un biais cognitif. »

Preuve de l'engouement des laboratoires pour la formation des médecins, la part octroyée aux internes ou aux étudiants : près de 3,7 millions d'euros. Médecin à Limoges, Philippe Nicot a renoncé très vite à tout lien d'intérêt avec l'industrie : « Dès la deuxième année de fac, vous avez à faire aux labos. Cela instille l'idée qu'ils font partie du paysage normal des médecins. Cela abolit tout sens critique vis-à-vis d'eux, puisque vous avez vous-même vu vos profes-

seurs profiter de leurs avantages dans les CHU. Du coup, on perd de vue le fait que ce financement a un objectif pour les firmes : faire du profit. »

## Abnégation au réveillon

D'autant que la formation a parfois bon dos. Ainsi de cette cardiologie qui a bénéficié, en 2013, de 11 000 euros d'avantages en transports, hôtel et repas. Date de départ de ce mystérieux voyage « scientifique » : le 20 décembre. L'année suivante, rebelote. Nouveau départ, mais cette fois... le 30 décembre ! Une étrange abnégation à l'heure du réveillon...

« On réunissait 4 ou 5 médecins dans un bon restaurant. On appelait cela formation »

Ancienne visiteuse médicale, reconvertie en 2013, Aicha Kerdagh témoigne : « Depuis quelques années, les lois nous interdisaient les cadeaux ou les invitations sans motif. Mais ce n'était pas difficile à contourner. On réunissait 4 ou 5 médecins dans un bon restaurant, s'il y avait de la place, on installait un rétroprojec-

teur et on appelait ça une formation. Dans les faits, c'était une bouffe. Les voyages, ce n'était pas pour tout le monde. Là, les labos veulent du donnant-donnant », souligne la jeune fille.

L'affaire ne fait pas rire le Conseil de l'ordre des médecins. Car l'ampleur des rémunérations par l'industrie est de toute évidence sans commune mesure avec les chiffres publiés : le décret de la loi Bertrand, au nom de la confidentialité des affaires, permet de ne pas rendre publics les montant des contrats passés entre les laboratoires et les médecins (recherche, interventions, présentations...).

« Nous nous refusons à penser qu'un lien d'intérêt est coupable par nature. Mais à condition que tout soit public, car c'est la seule façon de lever les suspicions. Et on sait que les conventions représentent des sommes bien plus importantes que les avantages dont nous parlons aujourd'hui », explique Patrick Bouet, le président du Conseil national de l'ordre des médecins.

Ily a trois semaines, le Conseil de l'ordre et l'association de médecins Formindep ont finalement obtenu du Conseil d'État que les montants de ces contrats soient également rendus publics. Un nouveau pas qui devrait révéler une manne encore plus spectaculaire.

(1) www.transparence.sante.gouv.fr et www.regardscitoyens.org